



**Pacte international relatif  
aux droits civils et politiques**

Distr. générale  
7 mai 2012  
Français  
Original: arabe

---

**Comité des droits de l'homme**

**Examen des rapports soumis par les États parties  
conformément à l'article 40 du Pacte**

**Koweït\***

**Additif**

**Informations reçues du Koweït sur la suite donnée  
aux observations finales du Comité des droits de l'homme  
(CCPR/C/KWT/CO/2)**

[27 avril 2012]

---

\* Conformément aux informations communiquées aux États parties concernant le traitement de leurs rapports, le présent document n'a pas été revu par les services d'édition avant d'être envoyé aux services de traduction de l'Organisation des Nations Unies.

## **Réponses du Koweït concernant les observations finales du Comité des droits de l'homme au sujet du deuxième rapport périodique sur l'application du Pacte international relatif aux droits civils et politiques**

1. Concernant les sujets de préoccupation évoqués et les recommandations formulées par le Comité des droits de l'homme dans les observations qu'il a adoptées à l'issue de l'examen du deuxième rapport périodique du Koweït les 20 et 21 octobre 2011, et conformément au paragraphe 33 desdites observations finales où il est demandé à l'État partie de fournir, dans un délai d'un an, des renseignements sur la suite qu'il aura donnée aux recommandations du Comité figurant aux paragraphes 18, 19 et 25, nous souhaitons vous faire parvenir les informations ci-après, en précisant que les paragraphes 18 et 19 relèvent des compétences du Ministère de l'intérieur.

### **Réponse aux recommandations figurant au paragraphe 18 des observations finales (CCPR/C/KWT/CO/2)**

2. Le «parrainage» ne constitue pas un système comme cela est dit, mais plutôt un concept qui renvoie à l'employeur, sachant que toute relation de travail, que ce soit dans le secteur public ou le secteur privé, est une relation entre deux parties qui sont l'employé et l'employeur. Cette relation ne peut exister que si les deux parties sont présentes. Cela étant, certains textes législatifs, dont le décret de l'émir n° 17/59, emploient le terme de «parrain» pour désigner l'employeur. À ce dernier sont conférés des droits que certains esprits étrequés ont cherché à exploiter et que certains États et organisations des droits de l'homme ont pris pour prétexte pour s'immiscer dans les affaires intérieures des États.

3. Par conséquent, si l'on revient au concept précis et correct d'employeur et que l'on abandonne celui de «parrain», tout en soumettant les droits attribués aux employeurs à des règles précises, qui permettent d'éviter leur utilisation abusive, il n'y aura plus aucun problème, tant que ces règles suffiront à assurer l'équité entre les parties à la relation contractuelle.

4. En outre, il importe de préciser que l'État prend toutes les mesures voulues pour garantir le respect des droits des employés domestiques migrants, à commencer par la réglementation des bureaux de placement de ces employés et des personnes assimilées, par exemple, au moyen du décret-loi n° 40/92 ou de l'arrêté ministériel n° 617/2010 qui fixe les règles et les procédures d'obtention des permis accordés à ces bureaux. Ces textes législatifs sont de nature à assurer le respect des droits des employés domestiques migrants.

5. En guise de mécanisme pour contrôler le respect de la législation par les employeurs, ainsi que mener des enquêtes sur les abus et sanctionner les contrevenants, l'État a créé le service des employés domestiques, qui reçoit les plaintes de ces employés contre leurs employeurs. Au besoin le service convoque ces derniers, enquête auprès d'eux au sujet de ces plaintes et tente de trouver une solution à l'amiable. Par ailleurs, l'État a élargi les compétences du Service d'enquête en matière d'immigration et en a fait une Direction générale alors qu'il n'était auparavant qu'un petit service relevant de la Direction générale de l'immigration.

6. En outre, le législateur a veillé, lors de l'adoption de la loi n° 6/2010 portant actualisation de la loi sur le travail dans le secteur privé, à prévoir la création d'un organisme public chargé de réglementer les questions relatives à la main-d'œuvre et, notamment la main-d'œuvre migrante, afin que le recrutement et l'emploi des travailleurs dans le secteur privé se fassent par le truchement de cet organisme, l'objectif étant d'éliminer les aspects négatifs du système de parrainage.

## Réponse aux recommandations figurant au paragraphe 19 des observations finales du Comité des droits de l'homme

7. Les recommandations qui figurent dans ce paragraphe des observations finales portent sur la nécessité pour l'État partie d'adopter une loi garantissant que toute personne arrêtée ou détenue pour une infraction pénale soit présentée à un juge dans un délai de quarante-huit heures et de faire en sorte que tous les autres aspects de ses lois et de ses pratiques concernant la détention avant jugement soient conformes aux prescriptions de l'article 9 du Pacte et que, notamment, toute personne détenue ait immédiatement accès à un conseil ou la possibilité de prendre contact avec sa famille.

8. En vertu de l'article 42 du Code de procédure pénale (loi n° 17/1960), «le fonctionnaire de police consigne, dans le procès-verbal d'enquête, les déclarations et les arguments de l'accusé. Si ces déclarations comportent des aveux, le fonctionnaire est tenu en principe d'en faire état dans le procès-verbal et l'accusé est déféré devant un enquêteur pour qu'il l'interroge et vérifie la véracité de ces aveux». Quant à l'article 98 du même Code, il dispose ce qui suit: «Si l'accusé est présent l'enquêteur doit d'emblée lui demander de vive voix s'il reconnaît avoir commis l'infraction. Si l'accusé confirme ses aveux, ceux-ci sont immédiatement consignés dans le procès-verbal d'enquête, puis discutés en détail. Si l'accusé nie avoir commis l'infraction, il est interrogé de manière détaillée après l'audition des témoins à charge. L'accusé signe ses déclarations après qu'il lui en est donné lecture. En cas de non-signature, il est fait état dans le procès-verbal de son incapacité ou son refus de les signer.».

9. Le paragraphe 3 de l'article 9 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques dispose que «tout individu arrêté ou détenu du chef d'une infraction pénale sera traduit dans le plus court délai devant un juge ou une autre autorité habilitée par la loi à exercer des fonctions judiciaires, et devra être jugé dans un délai raisonnable ou libéré. La détention des personnes qui attendent de passer en jugement ne doit pas être de règle». On trouve des dispositions identiques dans les lois koweïtiennes régissant cette question, sachant que les personnes arrêtées ou détenues jouissent de toutes les garanties d'un procès équitable, dont la possibilité de prendre contact avec leur famille et de charger un avocat de leur défense.

10. En outre, le Gouvernement a déjà présenté un projet de loi portant modification du paragraphe 2 de l'article 60 du Code de procédure pénale (loi n° 17/1960) qui ramènerait la durée de la garde à vue de la personne interpellée à vingt-quatre heures maximum, au lieu de quatre jours actuellement, ainsi que du paragraphe 1 de l'article 69 du même Code qui ramènerait la durée de la détention préventive à une semaine au lieu de trois.

11. Eu égard à ce qui précède, le Code de procédure pénale koweïtien garantit la présentation sans délai des accusés en état d'arrestation à une autorité judiciaire indépendante ainsi que le droit des proches, des avocats et des médecins de prendre immédiatement contact avec les détenus. Il s'agit là d'une garantie fondamentale accordée à tous les détenus sans exception.